



Centre interdisciplinaire de recherche
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie
plus solidaire
inspirée par
l'intérêt général**

Ciriec
International

Allemagne
Argentine
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Espagne
France
Italie
Japon
Portugal
Slovénie
Suède
Turquie

Rapport d'activités

2006-2007

Du 1^{er} mai 2006 au 30 avril 2007



TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION.....	3
MESSAGE DU PRÉSIDENT.....	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF.....	9
DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC	10
LE CIRIEC INTERNATIONAL.. ..	11
Congrès international	
Conseil scientifique international	
Commission scientifique internationale Économie sociale et coopérative	
Commission scientifique internationale Services publics/Entreprises publiques	
Activité de veille stratégique	
Groupe de travail transversal Régimes de gouvernance et services sociaux et de la santé d'intérêt général	
Groupe de travail Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale	
Organisation de la Première Conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale	
LE CIRIEC-CANADA.....	15
Le colloque annuel 2006	
Groupes de travail, activités et collaborations	
RAPPORT DE LA REVUE DU CIRIEC-CANADA, <i>ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS</i>.....	19
Rapports entre la Revue et les universités	
Rapports entre la Revue et les entreprises	
Diffusion et rayonnement	
Financement	
Fonctionnement	
Productions 2006-2007	
Prochains numéros	
Comités de la Revue	

PRÉSENTATION

Initié au cours de l'année précédente et entré en activité en 1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique et social.

Le CIRIEC-Canada constitue une section nationale du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques. Le CIRIEC International compte à ce jour 14 sections nationales.

L'économie sociale est une sphère d'activité qui se définit par une organisation, des règles et des finalités différentes de l'économie publique. Elle s'est dotée d'institutions intermédiaires sectorielles, territoriales et nationales qui favorisent la construction d'identités sociales et des institutions qui soutiennent un ensemble d'activités ou de relations que l'on souhaite maintenir et développer. Ces institutions participent à la formation de règles et à la diffusion des innovations sociales. Elles sont des lieux indispensables d'échanges et de partage des meilleures pratiques. On a aussi vu se développer des institutions de recherche universitaire et partenariale. L'ensemble de ces institutions contribue à accroître la production du savoir, de la veille et de la formation, notamment, le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des recherches, des observatoires et des lieux de formation collaborent de plus en plus avec le CIRIEC. Mentionnons, l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC), L'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO), et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

CIRIEC-Canada

**Complexe Saint-Charles, Tour est, bureau 135-15
1111, rue Saint-Charles Ouest, Longueuil (Québec) J4K 5G4**

**Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871
Télécopieur : (450) 670-1959**

Courriel : CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca

www.ciriec.uqam.ca

MESSAGE DU PRÉSIDENT



L'année 2006-2007 fut une période d'intense activité pour notre organisation. Les modifications aux règlements visant une plus large participation des membres du Conseil d'administration ont amené une réorganisation des responsabilités confiées à l'exécutif: l'exécutif s'est réuni à 13 reprises au cours de l'année alors que les membres du Conseil d'administration ont pu bénéficier de séminaires, lors de deux des trois réunions du Conseil. Mentionnons également le transfert du secrétariat à la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke au Campus de Longueuil. Nous avons aussi poursuivi notre présence aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques. Les activités et événements tenus en cours d'année sont inscrits dans ce rapport que je vous invite à consulter.

DES ENJEUX LOCAUX ET PLANÉTAIRES

La notion de développement durable émerge aujourd'hui comme la nouvelle référence commune spécifique au 21^e siècle. L'ampleur qu'elle a prise, tant sur le plan des contenus que sur celui de la diversité des acteurs qui s'en font les promoteurs, signale bien qu'elle s'inscrit à l'intérieur d'un nouveau paradigme en émergence, et qu'il ne s'agit pas d'une simple mode passagère.

Au cours du siècle dernier, la notion de progrès, et plus particulièrement celle de progrès social, était la référence commune à tous les courants ou à tous les mouvements sociaux qui pouvaient avoir une prétention légitime à influencer le cours de l'histoire. L'idéologie du progrès et celle du bien-être matériel allaient de pair. De la droite à la gauche, la notion de progrès social rejoignait une préoccupation majeure qui traversait tous les courants politiques. Elle s'imposait à tous. Nous traversons depuis quelques décennies une période de grande transformation. Les signaux d'alarme écologiques, mais également la mondialisation des divers enjeux socioéconomiques, tels que les droits humains, la grande pauvreté, les changements démographiques, montrent que la notion de « progrès », associée à la croissance illimitée de la production et de la consommation rencontre des limites infranchissables et que cette notion aujourd'hui est loin d'être synonyme de mieux-être pour tous.

L'exemple du défi des changements climatiques est éloquent : dorénavant, on ne peut plus penser l'économie sans tenir compte des impacts environnementaux, l'environnement sans tenir compte de l'activité sociale, le social sans tenir compte des pratiques économiques. C'est un changement culturel en profondeur de la manière d'entreprendre, de faire des affaires, auquel nous sommes confrontés.

De façon générale, la tendance lourde est de repenser les modèles productifs de manière à minimiser les impacts négatifs de l'activité – par exemple les gaz à effet de serre – et maximiser les impacts positifs – comme la mise en marché de produits écologiques. Qu'il s'agisse de la certification de la FSC (l'acronyme pour la Forest Stewardship Council), qui vérifie la durabilité du modèle d'exploitation des forêts, ou de l'Initiative pour la transparence des entreprises extractives, qui traite des contrats d'exploration/prospection et d'exploitation minière, on questionne partout les façons de faire.

Dans un premier temps, on peut imaginer qu'au cours des prochaines années, une part croissante du PIB se réalisera dans des activités de recyclage et de valorisation des matières résiduelles. C'est ainsi que les matières résiduelles des uns deviennent les matières premières des autres.

Puis progressivement, la croissance future reposera en bonne partie sur des valeurs ajoutées qui intégreront les externalités, c'est-à-dire les impacts sociaux et environnementaux dont les entreprises ne tiennent généralement pas compte dans la conception des biens et des services.

Les enjeux liés au développement durable interpellent également les citoyens à travers leurs pratiques de consommation. Repenser l'économie, c'est aussi repenser ces activités socioéconomiques importantes entre toutes. La consommation des ménages représente au-delà de 60% du PIB des pays développés. Or, dans ce domaine également on assiste à une responsabilisation des consommateurs qui s'engagent dans de nouveaux comportements de citoyen durable, ou d'écocitoyen, désirant infléchir la tendance à une consommation débridée.

Le commerce équitable exprime le caractère le plus socialement novateur du mouvement de la consommation responsable. Même si on peut admettre que le modèle ne peut être appliqué tel quel à tous les secteurs, le commerce équitable symbolise néanmoins une alternative efficace pour réduire les inégalités et redonner aux échanges commerciaux internationaux les valeurs sociales qu'ils semblent avoir rejetées. Visant à établir un rapport d'échanges satisfaisants pour tous - du producteur au consommateur - le commerce équitable cherche à assurer une juste rémunération du travail des producteurs et des artisans les plus défavorisés, à garantir le respect des droits fondamentaux des personnes (refus de l'exploitation des enfants, de l'esclavage), à instaurer des relations durables entre partenaires économiques et à favoriser la préservation de l'environnement.

La consommation responsable se retrouve également du côté des services financiers. Pour répondre adéquatement à la masse croissante de détenteurs de titres financiers qui exige que les rendements financiers de leurs titres ne se fassent pas au détriment des valeurs sociales qui sont les leurs, nous avons vu apparaître de nouveaux produits d'épargne responsable ou solidaire avec, comme contrepartie, de nouveaux produits de financement. C'est ce qu'on appelle souvent la finance socialement responsable qui intègre tout autant les activités de placement sur les marchés secondaires que de financement direct de l'entreprise.

Les diverses réponses qu'apportent les mouvements de la responsabilité sociale des entreprises, de la consommation responsable ou de la finance socialement responsable convergent vers un nouveau paradigme de développement économique, qui se veut plus durable. Pour les dirigeants d'entreprise en général, et pour les entrepreneurs en particulier, ça signifie de nouvelles exigences de transparence et de reddition de comptes. Dans la littérature anglo-saxonne, on parle de *Triple Bottom Line* pour désigner ces nouvelles exigences que nous pouvons traduire par la notion de triple reddition de comptes à l'endroit de toutes les parties prenantes de l'entreprise.

Mentionnons à cet égard la Global Reporting Initiative (GRI) lancée en 1997 dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Sa mission est de renforcer la qualité, la rigueur et l'utilité du rapport de développement durable applicable aux entreprises.

Les entreprises collectives recèlent un potentiel de contribution essentiel à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement centrés sur la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique. Les sociétés d'État et les entre-

prises d'économie sociale ont en commun de devoir relever le défi du marché tout en cherchant à répondre à des objectifs relevant de l'intérêt collectif et de l'intérêt général. Le CIRIEC-Canada qui rassemble à la fois des entreprises publiques et d'économie sociale, des praticiens et des chercheurs, des étudiants et des enseignants, constitue un carrefour unique. Les mutations actuelles des systèmes économiques et sociaux accentuent la nécessité de renforcer notre action.

OBJECTIFS 2007-2008

Le CIRIEC-Canada continuera la tenue de son colloque annuel dans le cadre des assises de l'AC-FAS. Au moins deux séminaires faisant suite aux réunions du conseil d'administration seront tenus avec possibilité d'un troisième. Le premier portera sur les sociétés d'État à l'automne 2007. Au printemps prochain, le second pourrait porter sur les entreprises collectives : responsabilité sociale et concurrence.

Le groupe de travail sur le transfert poursuivra ses travaux. La Revue et le bulletin du CIRIEC continueront d'être publiés. Benoît Lévesque complètera, sous peu, la rédaction d'une brochure à l'occasion du quarantième anniversaire du CIRIEC; une rubrique dans la revue *Économie et solidarités* est à prévoir en cours d'année et le lancement de cette brochure pourrait être fait lors de la rencontre de Victoria. Soulignons également que le prochain Conseil international de novembre 2007, à Liège, sera l'occasion de célébrer le 60^{ème} anniversaire du CIRIEC International.

Marie Bouchard et Jean-Marc Fontan, dans le cadre de leurs fonctions, agiront en tant que répondants nationaux dans le cadre d'un projet d'Observatoire international des réalisations d'économie sociale. Ce projet, issu des Rencontres du Mont-Blanc, est élaboré en partenariat avec la Fondation pour les sciences de l'homme et le CIRIEC International prévoit également y collaborer.

Et finalement, la Première Conférence mondiale de recherche en économie sociale, sur le thème « *Bâtir les communautés : l'économie sociale dans un monde en mouvement* », se tiendra à Victoria du 22 au 25 octobre 2007 et réunira des chercheurs, des praticiens et des représentants de gouvernements. En plus d'être associé à l'organisation et à la tenue de cet événement, une importante délégation du CIRIEC-Canada sera présente.

REMERCIEMENTS

Permettez-moi d'exprimer toute notre appréciation pour la contribution apportée par les divers partenaires, universitaires, institutionnels, organismes et entreprises. Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la Revue et l'UQO, ainsi que les membres des groupes de travail. Je voudrais remercier la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke de son accueil, notamment son directeur, André Lacroix ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Merci également à chacune et à chacun des membres de notre association. Ils en constituent toute la valeur.



Léopold Beaulieu, président

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

Président CIRIEC-Canada

Léopold Beaulieu

Président-directeur général, Fondation CSN

Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

Vice-présidente – affaires avec les entreprises - CIRIEC-Canada

Louise Gravel

Directrice principale Planification stratégique et relations gouvernementales, Hydro-Québec

Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada

Jean-Marc Fontan

Co-directeur, Alliance de recherche universités-communautés – Économie sociale et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale. Professeur (UQAM)

Trésorier – CIRIEC-Canada

Claude Carboneau

Vice-président, développement des coopératives et des autres entreprises de l'économie sociale — Investissement Québec

Secrétaire – CIRIEC-Canada

Louis Côté

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique
Professeur, École Nationale d'administration publique

Observateur à l'exécutif

Guy Bellemare

Directeur de la revue *Économie et Solidarités*
Professeur, Département de relations industrielles (UQO)

Observateur à l'exécutif

Jacques L. Boucher

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*
Professeur, Département de travail social (UQO)

Ancien président du CIRIEC-Canada et président du Conseil scientifique international du CIRIEC-Canada

Benoît Lévesque

Professeur associé, Département de sociologie (UQAM)

Autres administrateurs

Richard Bell

Président-directeur général
SSQ Groupe financier

Luc Bernier

Co-directeur (CERGO)
Professeur, École Nationale d'administration publique

Clément Guimond

Coordonnateur général
Caisse d'économie solidaire Desjardins

Denis Harrison

Centre de recherche sur les innovations sociales
Professeur, Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

Marcellin Hudon

Association des groupes de ressources techniques du Québec

Chantal Jolicoeur

Directrice générale, CDR Montréal-Laval

Jo M Katambwe

Laboratoire de recherche en économie sociale (UQTR)
Professeur, Département d'études en loisir, culture et tourisme

André Lacroix

Professeur et responsable de la Chaire d'éthique appliquée
Université de Sherbrooke

Michel Lafleur

Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke
Professeur, Département de management

Yvan Laurin

Vice-président, Développement coopératif et régional et service aux membres
Fédération des caisses Desjardins du Québec

André Leclerc

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives. Professeur, Université de Moncton

Mario Léonard

Direction générale des politiques et des sociétés d'État
Ministère Développement économique, Innovation et Exportation

Chantal Malo

Vice-présidente, Planification et information stratégique
Société général de financement du Québec

Annie McKittrick

Coordonnatrice, Centre canadien d'économie sociale
Université de Victoria

Nancy Neamtan

Vice-présidente développement stratégique RESO
Présidente, Chantier de l'économie sociale

Pierre Patry

Trésorier
Confédération des syndicats nationaux

Paul Prévost

Titulaire, Chaire Desjardins en coopération et en développement du milieu, Université de Sherbrooke

Carol Saucier

Professeur, Département des sciences humaines (UQAR)

Michel Séguin

Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

Hélène Simard

Présidente-directrice générale
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Benoît Tremblay

Centre d'études Desjardins — HEC Montréal

Martine Vézina

Professeure, Service de l'enseignement du management
HEC Montréal

Membre observateur de la CASC

Brett Fairbairn

Professor of History, Director, Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan

L'assemblée générale 2006 s'est tenue le 15 mai à l'Université McGill.
Le comité exécutif s'est réuni à treize reprises au cours de l'année, et le conseil d'administration à trois reprises: le 15 mai et le 10 novembre 2006 et le 2 mars 2007.

Délégués aux instances internationales du CIRIEC

Praesidium

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Substitut:

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Conseil international

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Louise Gravel (Hydro-Québec), vice-présidente-affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Jean-Marc Fontan (UQAM), vice-président-affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Substituts:

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jacques Boucher (UQO), membre du Ca, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Yvon Leclerc (Journal Réseaux), membre du CA, CIRIEC-Canada

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Denis Martel (Chaire Desjardins en coopération et développement du milieu), membre du CA, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

Conseil scientifique international

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Substituts:

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Louise Gravel (Hydro-Québec), vice-présidente-affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Carol Saucier (UQAR), membre du CA, CIRIEC-Canada

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Substituts:

Jean Crête (Université Laval), membre du Ca, CIRIEC-Canada

Yvon Leclerc (Journal Réseaux), membre du CA, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Jean-Marc Fontan (UQAM), vice-président-affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Substituts:

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Richard Bell (SSQ Groupe financier), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard, (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

André Leclerc (Université de Moncton), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Benoît Lévesque, président du Conseil scientifique international

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

LE CIRIEC INTERNATIONAL

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international; cette année, cette réunion s'est tenue le 19 juin 2006 à Istanbul. Le Præsidium s'est réuni le 3 février 2006 à Istanbul et le 17 mars 2007 à Cordoba. Le Conseil international s'est réuni le 1^{er} décembre 2006 à Milan et la prochaine réunion se tiendra le 18 mai 2007 à Séville.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Du 19 au 21 juin 2006 s'est tenu, à Istanbul, le 26^{ième} Congrès international du CIRIEC, organisé par la Section turque du CIRIEC avec la collaboration du secrétariat international sur le thème: L'économie publique, sociale et coopérative dans le contexte de la globalisation: au service d'une économie plus responsable et plus solidaire.

Près de 500 personnes, issues de 23 pays, ont contribué au succès de ce Congrès, qui était l'occasion de multiples contacts entre scientifiques, dirigeants d'entreprises publiques, de coopératives, de mutualités et d'organisations sans but lucratif, ainsi que responsables politiques, économiques et sociaux.

Les discussions ont porté sur les sous-thèmes suivants : Pour une économie sociale plus responsable et plus solidaire; La politique de l'Union Européenne à l'égard de l'économie sociale; L'avenir des entreprises publiques locales; Les entreprises publiques tiraillées entre l'intérêt général et les conséquences de la globalisation; Les coopératives agricoles; Le rôle des autorités publiques en vue de garantir la fourniture de services et d'assurer le développement territorial; Les modes de financement pour des infrastructures durables pour des services de qualité; Les services d'intérêt général et la libération des services.

Au cours de ce Congrès, plusieurs interventions des membres du CIRIEC-Canada ont eu lieu. Daniel Latouche (INRS) et Luc Bernier (ÉNAP) ont répondu aux questions suivantes au cours de la séance de travail inaugurale: Quelles sont les grandes évolutions à l'œuvre pour les entreprises publiques, sociales et coopératives dans les grands blocs économiques qui émergent et se consolident à l'échelle planétaire? Ces évolutions sont-elles divergentes ou convergentes? André Côté, (Investissement Québec) a répondu aux questions suivantes dans une table ronde: Comment concilier rentabilité et intérêt général? Comment s'adapter à la pression concurrentielle et se positionner face à la globalisation? Comment s'adaptent les entreprises publiques et quels changements dans leurs modes d'organisation? Leurs stratégies diffèrent-elles entre leur action traditionnelle au plan national/régional et leur recherche de nouveaux marchés à l'extérieur de leur territoire historique? Mario Hébert (Coop Fédérée du Québec) et Denis Martel, (alors titulaire de la Chaire Desjardins en coopération et développement du milieu à l'Université de Sherbrooke), ont répondu aux questions suivantes dans une table ronde à propos des coopératives agricoles : Quelles perspectives de développement compte tenu de l'évolution de la politique agricole commune? Quels débouchés à l'exportation? Quels modes d'organisation pour relever les défis de la compétitivité? Enfin, Léopold Beaulieu (Fondation) et président du CIRIEC-Canada, animait la table ronde de la séance inaugurale de travail dont le thème était : La place des entreprises publiques, sociales et coopératives dans les grands blocs économiques.

Le Congrès s'est terminé par une séance plénière avec des interventions de Burhan AYAÇ, président de la section nationale du CIRIEC-Turquie, Bernard Thiry, directeur général du CIRIEC international et du nouveau président du CIRIEC International.

Conseil scientifique international du CIRIEC international

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du CIRIEC et est présidé par Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP). Le CSI s'est réuni à deux reprises au cours de la dernière année. D'abord le 1er avril 2006 à Vienne dans le cadre d'une réunion conjointe avec le Conseil international où fut discuté le plan d'action 2006-2008 résultant de l'opération de planification stratégique. Ensuite, le 17 octobre 2006 à Paris où furent discutés les recommandations du plan d'action qui concernent directement le CSI, à partir notamment de deux documents, l'un sur la mission et instances, l'autre constitué d'un vademecum (membership, organisation du travail scientifique et publication). La prochaine réunion du CSI qui aura lieu à Séville le 17 mai 2007, porte principalement sur le suivi du plan d'action.

Commission scientifique internationale Économie sociale et coopérative

Ses principaux thèmes de réflexion et de discussion ont été le groupe de travail créé en 2005 (Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative*) et la contribution à l'opération stratégique lancée par le Conseil scientifique international. Des chercheurs de la Commission (Jose Barea et José-Luis Monzon Campos) ont réalisé, pour le compte de la Commission européenne, une étude menant à développer un Compte satellite de l'économie sociale marchande (coopérative et mutualiste). Une autre étude a été menée pour le compte de la Commission européenne (Rafael Chaves et José-Luis Monzon Campos) portant sur la définition de l'économie sociale dans 25 pays européens. Lors de sa prochaine réunion à Séville (16 mai 2007), la Commission explorera un nouveau thème de recherche pour un groupe de travail.

Activité de veille stratégique

Le Conseil scientifique international qui chapeaute les 2 commissions scientifiques a son propre mandat de planification stratégique globale de l'activité du Ciriec à l'international. Parmi ces activités, une a été confiée au Ciriec-Canada : une étude visant à mettre en place une veille stratégique sous forme de « veille des veilleurs », en économie publique/entreprises publiques, et en économie sociale. Un mandat pour l'économie sociale a été confié à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM), sous la direction de Marie J. Bouchard, et pour les entreprises publiques, un mandat a été confié au CERGO et à L'Observatoire d'administration publique; Luc Bernier et Louis Côté en assurent l'organisation.

Commission scientifique internationale Services publics\Entreprises publiques

La commission avait lancé un programme d'études en 2004 sur les conséquences de l'ouverture des marchés à la concurrence dans le domaine des services publics. Ce projet est désormais complété et doit faire l'objet d'un des prochains numéros des *Annales*. Un des articles porte sur la transformation de trois entreprises publiques québécoises : Hydro-Québec, la Société générale de financement et la Caisse de dépôt et placement.

Dans la foulée de l'opération de planification stratégique de la recherche du CIRIEC, la commission a décidé de lancer un nouveau projet de recherche qui tienne compte des forces et des avantages comparés du CIRIEC international. Des sujets porteurs comme le domaine de l'énergie auraient pu être intéressants, ont été discutés mais écartés parce que le CIRIEC serait en concurrence avec des groupes mieux positionnés que lui. Le nouveau programme de recherche doit porter sur les « services publics locaux » d'intérêt général. Le mode de travail a été discuté lors d'une réunion à Paris le 23 mars 2007, réunion dont le compte rendu n'est pas encore disponible. Ce thème a l'avantage d'être déclinable en études nationales. Il est espéré que ces travaux pourront faire l'objet d'une présentation lors du Congrès de Séville ce qui correspond également à la volonté de réduire les cycles de production des projets de la commission. Une fois ces travaux faits, une deuxième série d'analyses scientifiques pourra être faite.

Groupe de travail transversal *Régimes de gouvernance et services sociaux et de la santé d'intérêt général*

Le groupe de travail transversal (économie publique-économie sociale et coopérative), sous la direction de Bernard Enjolras, a terminé ses travaux et une publication est en préparation avec la collaboration scientifique de Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP), de Marie Bouchard (UQAM) et Bernard Thiry (Université de Liège). Les résultats de ce groupe sont assez homogènes et bien illustratifs de l'analyse comparative des régimes de gouvernance. Les approches et les angles d'analyse sont multiples (science économique ou politique, sociologie,...) et les contributions à la fois théoriques et empiriques. Les illustrations sectorielles se focalisent principalement sur les services sociaux et la santé. Dix textes ont été retenus pour le livre. Une conclusion générale rédigée par Benoît Lévesque et Bernard Thiry propose une analyse transversale des services sociaux sous l'angle de l'intérêt général, dans une perspective comparative internationale. L'ouvrage devrait paraître en 2007.

L'équipe québécoise a poursuivi ses travaux avec l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui a accordé une subvention de recherche pour le projet sur les modes de gouvernances des entreprises collectives, piloté par Marie Bouchard (UQAM), avec Luc Bernier (ÉNAP), Taïeb Hafsi (HEC Montréal) et Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP). Frédéric Hanin (U. Laval) s'est aussi joint à l'équipe. Un texte a également été soumis par Louis Demers (ÉNAP) et Jean Turgeon (ÉNAP). L'équipe a élargi sa problématique au printemps 2005 avec une subvention du Fonds québécois de recherche société-culture en incluant le thème des stratégies de réseaux des entreprises collectives, et en intégrant en son sein Martine Vézina (HEC Montréal).

Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale*

Ce groupe de travail a été mis sur pied par la Commission scientifique économie sociale et coopérative en février 2005. La coordination de ce groupe de travail a été confiée à Marie Bouchard (UQAM). Les membres du groupe ont affirmé leur désir de réaliser des contributions empiriques et analytiques dans une perspective comparative sur base d'un outil commun (grille de saisie de données) mais aussi des contributions théoriques sur la problématique générale de l'évaluation en économie sociale. Des contributions empiriques ont été réalisées: Allemagne, Argentine, Brésil, Colombie, France, Grande-Bretagne, Japon, Québec, Suède. Deux réunions du GT se sont tenues depuis mai 2006, l'une à l'Hôtel de Ville de Paris (18 octobre 2006), et une autre se tiendra à Séville (18 mai 2007). Une publication du Groupe de travail est en préparation.

Organisation de la Première Conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale, Victoria, 22 au 25 octobre 2007

Le Conseil scientifique international du CIRIEC et la Commission scientifique économie sociale et coopérative ont confié au CIRIEC-Canada et à Ian MacPherson du British Columbia Center for Studies on Cooperatives de l'Université de Victoria (C.B.), l'organisation de la première conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale, qui se tiendra à Victoria du 22 au 25 octobre 2007. Il s'agit de la tenue, au Canada, de la première d'une série de conférences internationales sur l'économie sociale, initiée par le CIRIEC International. Maire J. Bouchard et Jean-Marc Fontan ainsi que des membres de la Commission scientifique internationale siègent au comité organisateur de la conférence, qui a reçu pas moins de 300 propositions de communication.

LE COLLOQUE ANNUEL 2006 DU CIRIEC-CANADA

Le colloque annuel s'est tenu les 15 et 16 mai 2006, dans le cadre du 74^e congrès de l'Acfas, à l'Université McGill à Montréal. Le thème du colloque était:

DANS LA POURSUITE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La gouvernance des entreprises publiques et collectives :
vers de nouveaux champs d'application et des partenariats innovants

Lorsqu'un groupe de personnes prend position dans le développement de sa collectivité, que les décisions prises par ces personnes le sont à titre d'acteurs et non seulement à titre de consommateurs et que l'un des principaux buts visés par ces promoteurs est de développer leur milieu, nous pouvons alors parler d'entrepreneuriat collectif.

Dans la conjoncture actuelle où des incidents se sont produits dans la gestion, la gouvernance et les finalités de plusieurs entreprises privées et organismes publics, il se dégage, depuis quelques années, un nouvel intérêt pour réexaminer le rôle et la place des entreprises collectives comme un gage de meilleure poursuite de l'intérêt général et de meilleure transparence pour ce faire.

L'entreprise collective, qu'elle soit publique, communautaire ou issue des mouvements syndicaux, se développe souvent selon un processus analogue à celui de l'entreprise à capital privé, en s'appuyant sur les mêmes dynamiques entrepreneuriales de base qui sont l'innovation, la responsabilité, le leadership, et l'autonomie. Toutefois, l'entreprise collective a pour finalité de servir l'intérêt de ses membres ou de la collectivité dans laquelle elle évolue plutôt que de rechercher la maximisation des profits au bénéfice de ses propriétaires.

L'entreprise collective présente une dualité : être portée par une dynamique entrepreneuriale tout en fondant sa gouvernance sur des principes de participation, de démocratie et de responsabilité collective de même que sur des valeurs axées sur l'importance accordée au capital humain dans le partage des responsabilités de gestion, du leadership et des bénéfices. Cette dualité a par ailleurs favorisé l'essor d'innovations sociales très positives : prendre en charge des retombées sociales, être davantage à l'affût de nouveaux besoins sociaux, mobiliser des ressources humaines tout en favorisant leur épanouissement, établir des partenariats sans tomber dans le paternalisme, contribuer à une meilleure cohésion sociale tout en devenant plus compétitives. On s'attend donc à ce que ces organisations collectives fassent preuve d'un sens plus aigu de responsabilité sociale que ne le font bon nombre d'entreprises capitalistes.

Ce type d'organisation nécessite donc la conception et la mise en place d'un ensemble de mécanismes d'appui ou d'instruments d'aide à la décision qui lui sont spécifiques et innovants de même que le développement de dispositifs d'évaluation qui correspondent à leur mission originale. Par exemple, l'évaluation d'une entreprise collective est réalisée selon des critères qui ne sont pas exclusivement économiques, mais qui intègrent aussi des aspects politiques, sociaux, écologiques et culturels. Le défi à terme est donc de développer un ensemble de mécanismes d'appui à toutes les formes d'entreprises de l'économie collective et de faire en sorte que ce corpus soit spécifique mais tout aussi important que celui du secteur de l'entreprise privée.

Bien sûr le financement des organisations collectives et le soutien au démarrage et au développement ont connu un essor important au cours de la dernière décennie. Toutefois, de nouveaux outils d'appui sont à mettre en place, et ce, dans l'orientation d'une finance socialement responsable. L'expansion des marchés mondiaux, la propension positive au développement durable, l'utilisation intensive des technologies de l'information, la volonté des États de réduire leur taille et de transférer au marché de large part du développement économique régional, social et communautaire présentent de nouveaux défis et de nouvelles opportunités de création et d'innovation.

Y a-t-il convergence entre les besoins émergents et les opportunités qui se dessinent pour les entreprises collectives ? Les règles de fonctionnement seront-elles les mêmes que dans les partenariats entre des entreprises capitalistes ? L'État et les entreprises publiques peuvent-ils (ou doivent-ils) faire preuve de préjugés favorables envers les entreprises collectives dans leurs partenariats ? Le soutien à la création et au développement de l'entrepreneuriat collectif est-il comparable à ce qui est accordé aux entrepreneurs individuels ? Sur les marchés, les règles de concurrence sont-elles les mêmes ? Entre elles, les organisations collectives se livrent-elles une compétition, mais de façon différente ?

De telles questions ont été soulevées dans le cadre du Colloque annuel du CIRIEC-Canada. L'examen de l'action concrète d'entreprises collectives (des secteurs public, coopératif, associatif et syndical) avec leurs dirigeants a contribué, durant cette journée, à mieux définir leur spécificité et leur capacité à relever les défis du nouveau modèle de développement en émergence et à identifier également leurs compétences et leurs apprentissages transférables.

Comité organisateur du colloque

Denis Martel, Université de Sherbrooke, président du comité
Jean-Marc Fontan, UQAM
Jo Katambwe, UQTR
Jean-Louis Martel, CIRIEC-Canada

Comme à chaque année, le comité organisateur du colloque annuel du CIRIEC-Canada a soutenu l'organisation de ce colloque de l'ACFAS en recevant et en arbitrant les communications des étudiants et des professeurs du réseau universitaire francophone canadien intéressés par ce champ d'activité.

Le prix de la meilleure communication étudiante au colloque du CIRIEC-Canada a été offert à Chantal Hervieux, étudiante à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Sa communication fera l'objet d'une publication dans la revue *Économie et Solidarités*.

Ce programme d'activités a été rendu possible grâce à la collaboration de la Chaire Desjardins de coopération et de développement du milieu, de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale ARUC-ÉS, UQAM et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale RQRP-ÉS.

GROUPES DE TRAVAIL, ACTIVITÉS ET COLLABORATIONS

Carrefour des sociétés d'État

Afin d'élargir le membership du CIRIEC-Canada provenant des entreprises publiques et de pouvoir offrir à ces membres des activités se rapportant à leurs intérêts et à leurs préoccupations, une démarche de consultation a été entreprise en 2006-2007. Luc Bernier et Louis Côté ont tout d'abord rencontré individuellement 8 hauts fonctionnaires québécois qui ont à transiger régulièrement avec les dirigeants des principales sociétés d'État à caractère commercial ou de financement. Par la suite, 11 de ces derniers dirigeants ont été également rencontrés. Les entrevues ont porté sur les évolutions touchant le rôle et la gouvernance des sociétés d'État ainsi que leurs besoins en matière de recherche et d'accompagnement. L'idée de créer, dans le cadre du CIRIEC-Canada, un carrefour des sociétés d'État permettant des échanges sur des problématiques communes a été très bien reçue. Une proposition plus précise doit être déposée par Luc Bernier, Louis Côté et Louise Gravel à l'automne 2007.

Groupe de travail pour le transfert (GTT)

Le groupe de travail pour le transfert (GTT) a pour mandat d'aviser l'exécutif concernant une stratégie et une programmation d'activités de transfert, pour une période de trois ans, destinées principalement à deux types d'entreprises que sont d'une part, les entreprises publiques et d'économie sociale matures, et d'autre part, les entreprises en développement et en émergence, principalement d'économie sociale. Le GTT devrait également proposer des pistes pour que l'ensemble des activités actuelles du CIRIEC Canada contribue davantage au transfert des connaissances nouvelles vers les partenaires tout en tirant avantage de la participation de ces derniers. Le GTT, qui a été formé à l'automne 2006, comprend les personnes suivantes : Benoît Lévesque, responsable, Richard Bell (Groupe SSQ), Daniel Carreau (Réseau Interval), André Côté (Investissement Québec), André Lacroix (Université de Sherbrooke), Colette Lebel (Coop Fédérée) et André Michaud (UQAM). Le comité s'est réuni deux fois au cours de la dernière année, soit le 11 décembre 2006 et le 19 mars 2007.

Deux séminaires post-CA

Lors de deux de ses trois réunions, le conseil d'administration a pu bénéficier de séminaires. Le premier, le 10 novembre 2006, portait sur les enjeux du secteur agricole dans une perspective de développement durable et était animé par Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (UQAM). Jacques Leblais, sous-ministre adjoint au MAPAQ et Mario Hébert, économiste en chef et premier responsable du développement durable de la Coop fédérée, nous ont entretenu de ces enjeux majeurs. Le deuxième séminaire, le 2 mars 2007, portait sur les objectifs et le fonctionnement de la nouvelle *Fiducie de l'économie sociale*. Une présentation a été faite par Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, ainsi que par Jacques Charest, PDG de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

Colloque et séminaire

Le CIRIEC-Canada a été associé par l'ÉNAP et L'Observatoire de l'administration publique au colloque « **Pour un État stratège ouvert à la participation citoyenne** » organisé par Louis Côté, Benoît Lévesque et Guy Morneau, les 5 et 6 octobre 2006. Il a aussi été associé à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) au séminaire « **Histoire et actualité du fait associatif** » tenu le 9 novembre 2006 et organisé par Marie J. Bouchard.

Centre canadien en économie sociale

Le CIRIEC-Canada participe au conseil d'administration du Centre canadien d'économie sociale, codirigé par Ian McPherson de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique) et Rupert Downing (Canadian Community Economic Development Network). Ce centre, subventionné pour cinq ans par le CRSH, vise à coordonner, diffuser et transférer des initiatives de six réseaux régionaux de recherche partenariale, dont le Québec. Marie J. Bouchard représente le CIRIEC-Canada au conseil d'administration du Centre canadien.

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Le CIRIEC-Canada a participé à une consultation du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, dont Hélène Simard est la présidente-directrice générale.

Sommet de l'économie sociale et solidaire

Le CIRIEC-Canada a aussi participé au Sommet de l'économie sociale et solidaire à l'occasion du dixième anniversaire du Chantier de l'économie sociale, présidé par Nancy Neamtan.

Le site Internet du CIRIEC-Canada

Le site Internet a entièrement été remis à jour par Marie J. Bouchard avec l'appui d'Émilie Leroy, stagiaire à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM). Le site a été mis en ligne et est mis à jour grâce à la collaboration de Jean-François Tremblay du Service audiovisuel de l'UQAM.

Un site internet fréquemment consulté, y compris de l'étranger, source de renseignements précieux sur le CIRIEC-Canada et sur l'économie sociale.

www.ciriec.uqam.ca

LA REVUE DU CIRIEC-CANADA: *ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS*

La configuration de la revue *Économie et Solidarités* du CIRIEC-Canada reflète son double objectif de diffusion des connaissances sur l'économie sociale et l'économie publique, leurs rapports entre elles ainsi qu'avec le marché et le développement local ou des communautés, bref, sur l'économie plurielle. À cette dimension plus proprement scientifique reliée à la recherche, s'ajoute une dimension non moins importante de transfert des connaissances de façon à les rendre accessibles à un public plus large et de rendre compte de divers débats d'acteurs sur ces questions. Cette dimension se retrouve de façon privilégiée dans les différentes rubriques qui meublent chaque parution, tandis que les textes qui concernent la première sont rassemblés dans le dossier. En cela, elle rappelle la composition et l'orientation même du CIRIEC qui regroupe à la fois des acteurs ou entrepreneurs et des chercheurs. Voyons de plus près comment et jusqu'à quel point elle réalise cette double mission.

Tout d'abord, la Revue améliore progressivement sa qualité scientifique. Après un premier examen par la rédaction, les textes du dossier sont préalablement soumis et évalués par trois lecteurs externes au moins démontrant une expertise reconnue dans le champ de l'économie sociale ou dans la discipline de l'auteur. La majorité des articles publiés sont des réflexions de fond à la fois substantiellement étayées par des bases conceptuelles éprouvées et empiriquement vérifiées à partir de problématiques contemporaines. C'est à ce titre que la revue *Économie et Solidarités* parvient à rejoindre des préoccupations d'avancement des connaissances tant théoriques qu'appliquées. De la sorte, la Revue maintient une place importante au contenu scientifique en plus de présenter des textes de débat et d'expérimentation. La qualité de la Revue s'exprime également dans sa forme, dont la facture globale a significativement été améliorée au cours des dernières années. Le dossier scientifique est composé d'au moins 5 ou 6 articles et depuis deux ans, elle intègre aussi des articles scientifiques hors thème, ce qui permet une diffusion plus à jour des textes soumis et dans certains cas d'aborder des questions nouvelles.

De plus, la Revue publie des rubriques diverses : analyse de conjoncture, débats et propositions, présentation d'une problématique, pratiques en émergence, histoire de l'économie sociale et solidaire, économie sociale dans le monde, etc. Tout en cherchant à consolider et même améliorer la qualité et la portée scientifique de la Revue, sa direction et sa rédaction cherchent présentement à développer sa dimension de transfert des connaissances. Pour ce faire, la Revue compte d'abord consolider ses liens avec les entreprises et leur ouvrir un meilleur espace à la production des parutions comme il est avancé plus loin. Là aussi, la qualité est de mise tout comme la diversité des rubriques, terrains et expertises présentées et leur pertinence. Si l'évaluation des textes de transfert ne suit pas la démarche plus longue des textes scientifiques, elle est quand même menée sérieusement à l'intérieur de la rédaction et du Comité de rédaction. Cela permet de demander des précisions et des corrections en vue d'améliorer la qualité des rubriques présentées. Par ailleurs, les textes soumis et acceptés, qu'ils appartiennent aux rubriques ou au dossier scientifique, bénéficient toujours d'une révision linguistique exécutée par des professionnels des Presses de l'Université du Québec (PUQ), ce qui traduit bien la volonté de la direction et de la rédaction de la Revue d'envelopper soigneusement les réflexions et les travaux publiés.

La revue *Économie et Solidarités* est une activité importante du CIRIEC-Canada et à l'instar du CIRIEC, elle fonctionne comme une association. À cet égard, elle survit et se développe sur la base des caractéristiques principales de toute association comme l'est le CIRIEC, particulièrement la mobilisation et la force de ses réseaux et de ses partenariats. Ceux-ci se retrouvent dans deux lieux différents, mais complémentaires, dans le cadre du CIRIEC, le milieu universitaire et celui des entreprises collectives.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES UNIVERSITÉS

Les liens avec le milieu universitaire semblent plus évidents sur différents aspects. Tout d'abord, l'enseignement bénéficie des travaux publiés dans la revue *Économie et Solidarités*. La Revue constitue un matériel pédagogique incontournable dans certains cours et programmes (développement régional, gestion, travail social, sciences sociales, etc.) qu'offrent nos établissements. Comme reflet de cette utilisation, la Revue reçoit annuellement une ristourne de Copibec, la société québécoise de gestion collective des droits de reproduction. De plus, l'approfondissement des problématiques inscrites dans le champ de réflexion de la Revue s'impose de plus en plus dans les espaces de recherche et de formation à la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, elle constitue un véhicule de qualité pour la diffusion des résultats de recherche et des analyses de chercheurs (professeurs, mais aussi étudiants et professionnels de la recherche) dans le champ de l'économie collective, qu'elle soit coopérative, associative, mutualiste ou publique, ou plus généralement de l'économie plurielle, dans sa dimension sociale et territoriale.

LE SOUTIEN FINANCIER

Les universités, en plus de participer à la production des parutions et de l'utiliser comme document de formation et de recherche, donnent un soutien financier et logistique important à la Revue. Ainsi, Martine Vézina, membre du conseil d'administration du CIRIEC-Canada, dépose annuellement une demande d'aide financière auprès de la **Fondation Mercure**. Une subvention de 2 500 \$ a été accordée pour l'année 2006-2007.

Sur les rapports entretenus par la Revue avec le milieu universitaire, il est incontournable de mentionner la subvention accordée à la Revue par le **Conseil de recherche en sciences humaines du Canada** (CRSH) le 11 mars 2005. Ainsi, la Revue s'est vue octroyer une subvention totale de 41 914,00 \$ réparti sur quatre années fiscales, soit les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

LA PARTICIPATION À LA PRODUCTION

Si le milieu universitaire a soutenu financièrement de façon décisive la Revue, il y a également acquis une grande visibilité du côté de sa production. En effet, elle a, depuis ses tous débuts comme *Revue du CIRIEC canadien/Canadian CIRIEC Review*, toujours logé dans un établissement universitaire, successivement l'Université Concordia, HEC Montréal et l'Université du Québec en Outaouais. Son exécutif, sa direction, son équipe de rédaction sont tous composés de personnes du milieu et son Comité de rédaction l'est aussi à une exception près. Non seulement les contributions au dossier scientifique proviennent-elles du milieu de la recherche universitaire comme on le conçoit habituellement, mais la très grande majorité des rubriques sont rédigées par des chercheurs, universitaires pour la plupart, parfois en formation (étudiants ou étudiantes à la maîtrise, au doctorat ou au postdoctorat). Bien que les rédacteurs des rubriques travaillent en étroite collaboration avec le milieu des entreprises, il reste que ces dernières pourraient prendre une place plus importante dans l'orientation et la production de la Revue.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES ENTREPRISES

Comme avec le milieu universitaire, la Revue cherche à développer des liens privilégiés de partenariat avec les entreprises tant d'économie sociale que d'économie publique. La nature de ce partenariat devrait, selon la Revue, être de deux ordres comme pour le milieu universitaire : le soutien financier ou matériel à la Revue et la participation à sa production. Dans les deux cas, il s'agit de voir la participation des entreprises en termes d'échanges. C'est la direction de la Revue qui assume comme mandat de voir au développement de ces deux modes de collaboration, en lien avec la rédaction.

Le soutien financier

La direction et la rédaction de la Revue ont élaboré conjointement un plan de sollicitation de soutien financier identique pour le milieu universitaire et celui des entreprises en termes d'échelle de visibilité (informations, publicité) en rapport avec le montant de financement accordé comme soutien à la Revue. Ainsi, la Revue cherche à établir des règles équitables à cet égard, tant pour les établissements et dispositifs de recherche que pour les entreprises.

La campagne de sollicitation que nous avons mise en marche auprès des entreprises sera plus longue qu'auprès des universités. Elle demande en effet la construction de plusieurs liens nouveaux, ce qu'il faudra plus d'un an à réaliser. Jusqu'à maintenant, les entreprises se sont moins impliquées dans le soutien financier de la Revue que le milieu universitaire, sans aucun doute parce qu'elles se sentaient moins concernées par un outil qui leur apparaît plutôt comme un véhicule typique du milieu universitaire. Mais nous entendons développer des passerelles pour que cet état de fait change.

La participation à la production

Ainsi, comme pour le milieu universitaire, la Revue vise à susciter progressivement la participation des entreprises et de leurs représentants à la production des textes de la Revue, tout particulièrement en ce qui concerne les rubriques et le transfert des connaissances et des expertises (innovation, développement, expérimentations, gestion, histoire, etc.). Certes, cet objectif ne peut pas se réaliser en une seule année et nous devons le concevoir sur le moyen et même le long terme. Le directeur de la Revue a commencé à sensibiliser des entreprises à cette forme de participation tout comme pour le soutien financier. Un membre de la rédaction travaille en collaboration avec la direction dans ce dessein.

Ces règles plus claires sur le plan du soutien financier et de la visibilité et cet objectif de participation à la production devraient créer un espace qui permettra aux entreprises de se sentir plus impliquées dans la Revue et mieux à même de participer à son orientation. Ainsi, le regard sur la Revue passera à la fois par leur représentation au conseil d'administration du CIRIEC-Canada et par un lien plus organique avec la direction et la rédaction de la Revue. À cet égard, nous cherchons toujours à ajuster la composition du Comité de la rédaction de la Revue.

DIFFUSION ET RAYONNEMENT DE LA REVUE

L'objectif de toute publication, tant pour un livre qu'une revue, est d'être lu par le plus de personnes possible, d'être accessible au plus grand nombre. Nous avons déjà souligné que la Revue était très utile à l'enseignement universitaire. C'est cependant par les abonnements que nous pouvons mesurer l'ampleur de sa diffusion, bien qu'il ne faille pas mesurer son rayonnement à ce seul indicateur.

Abonnements

Le nombre d'abonnements, bon an mal an, fluctue entre 150 et 250. Le prix de la vente à l'unité est de 20 \$ tandis que les prix des abonnements annuels se présentent comme suit :

Abonnement	Régulier	Institutionnel	Étudiant
Au Canada	35 \$	58 \$	24 \$
À l'étranger	45 \$	63 \$	

Ces tarifs sont très avantageux si nous les comparons aux autres revues du même type. Nous rattachons un certain nombre d'abonnements en gratuité pour un an à des personnes désignées par les organisations subventionnaires de la Revue en proportion du montant alloué dans le but de les inciter à renouveler leur abonnement les années suivantes. De plus, nous entendons utiliser un soutien *ad hoc* pour la promotion de la Revue et des abonnements auprès de certaines cibles tant dans le reste du Canada qu'au Québec : les bibliothèques des établissements d'enseignement universitaires et collégiaux, des organisations d'économie sociale et de développement local, des organisations du réseau public.

Rayonnement

Un examen et des discussions ont été amorcés depuis 2004-2005 quant à l'opportunité d'élargir la diffusion et l'accessibilité de la Revue par une édition électronique. Comme une tendance de plus en plus nette se dessinait en faveur de la numérisation de la Revue, la décision a été prise par le comité de rédaction d'entamer des démarches dans ce sens. Les membres ont conclu qu'une telle initiative augmenterait l'accessibilité de la Revue et diminuerait, par la même occasion, les coûts de production. Ce dernier argument est non négligeable si on se fie au financement de la Revue qui est toujours précaire, fragilisant ainsi sa pérennité et son développement. Actuellement, nous n'avons pas encore réussi la réalisation de cette numérisation. Si la demande de financement de l'édition numérisée de la Revue faite au FORSC nous avait été accordée, cela aurait facilité l'entrée de la Revue chez Érudit. Avant de conclure l'entente avec Érudit, le nouveau responsable de ce dossier, Monsieur Guy Bellemare, a enclenché une dernière étape d'étude de la question. Il s'est en effet aperçu que certaines questions n'avaient pas été étudiées. Par exemple, l'expérience d'autres revues qui sont passées au 'tout numérique', les effets sur les abonnements, la meilleure politique à adopter en ce qui concerne le délai avant de rendre la version électronique accessible gratuitement, l'effet sur la capacité à vendre de l'espace publicitaire (il n'y a pas habituellement une telle chose dans les revues accessibles via érudit), l'effet sur les possibilités de financement de la Revue par les organismes subventionnaires, etc. Cette étape devrait être terminée en septembre 2007.

FINANCEMENT

Le secrétariat de rédaction qui est jusqu'à maintenant assumé par l'Université du Québec en Outaouais (UQO) devrait lui assurer, encore cette année, autour de 10 000 \$. Or l'UQO éprouve elle-même des difficultés et la somme de 10 000 \$ n'est pas assurée pour les prochaines années. Il est possible que la contribution de l'UQO diminue, mais sans cesser totalement. Ainsi, il est possible que la Revue doive trouver d'autres sources de financement du secrétariat et de la promotion de la Revue. Le secrétariat de la Revue utilise aussi la ristourne de Copibec pour des frais divers comme des articles de bureau, le paiement d'exemplaires supplémentaires de certains numéros pour la promotion par la rédaction, la participation de la secrétaire au colloque du CIRIEC et à la réunion du Comité de rédaction, etc. Or la contribution de l'UQO est plus importante que le seul chiffre inscrit dans la comptabilité de la Revue. Ainsi, s'ajoute à cette somme l'utilisation d'un local, l'équipement informatique fourni et entretenu, l'utilisation du téléphone et autres instruments de communication, la photocopieuse, etc. Plusieurs professeurs y mettent également du temps.

En bref, la très grande partie du soutien financier à la Revue provient de l'UQO, du CIRIEC-Canada et maintenant du CRSH. Les abonnements fournissent une partie de son financement, mais elle est insuffisante pour assurer le manque à gagner. La Revue doit compter sur les contributions du réseau universitaire et des entreprises collectives de l'économie sociale comme de l'économie publique pour arriver à financer ses deux parutions. Heureusement, grâce à la subvention du CRSH, nous bénéficions désormais d'une source de financement plus stable, du moins pour les trois prochaines années. De plus, il ne faut pas oublier la mobilisation toujours plus grande qui se fait sentir non seulement sur le plan du financement, mais aussi du côté du fonctionnement de la Revue et de sa production.

FONCTIONNEMENT DE LA REVUE

La collaboration entre la direction et la rédaction de la Revue, ainsi qu'avec le Ciriec continue à se consolider. Depuis cette année, Guy Bellemare de l'UQO agit comme directeur de la Revue, en lien avec le nouveau vice-président aux affaires universitaires du Ciriec-Canada, Jean-Marc Fontan de l'UQAM. Ainsi, la direction et la rédaction de la Revue logent maintenant dans le même établissement. Par ailleurs, les liens réguliers entre la Revue et le Ciriec sont assurés à la fois par le directeur et le rédacteur qui participent aux réunions de l'exécutif, le premier comme membre régulier et le deuxième comme observateur permanent, en plus de la responsabilité assumée par la vice-présidence.

La rédaction de la Revue fonctionne comme une équipe bien rodée. Le même noyau de rédacteurs mis en place en 2004 s'est maintenu au cours de la présente année. Ainsi, Jacques L. Boucher occupe toujours le poste de rédacteur, Paul Leduc-Browne et Guy Chiasson ceux de rédacteurs adjoints. À cette équipe s'était joint, au cours de 2005-2006, Thibault Martin comme responsable des comptes rendus. Par ailleurs, Véronique Martin, étudiante à la maîtrise en développement régional a progressivement pris la place de Marlène Lessard comme secrétaire à la rédaction depuis septembre 2006. Cette équipe coordonne la production de la Revue avec la collaboration de Madame Michelle Rhéaume-Champagne qui révise les épreuves et met la touche finale à chaque parution pour lui assurer la plus grande qualité possible et Madame Solange van Kemenade qui, en plus de s'occuper des traductions en espagnol avec Madame Mirta Vuotto, professeure à l'Université de Buenos Aires, travaille à tisser des liens entre la Revue et l'Amérique latine et à promouvoir la Revue sur ce continent. Enfin, Monsieur Brett Fairbairn de l'Université de Saskatchewan, joue en quelque sorte le rôle de relais avec le Canada anglophone.

PRODUCTIONS DE L'ANNÉE 2006-2007

Au cours de l'année 2005-2006, nous avons déjà accumulé un certain retard que nous n'avons malheureusement pas été en mesure de compenser. Ainsi, le vol. 36, no 1, « Économie sociale et indicateurs de développement » (Carol Saucier et Marie J. Bouchard) qui devait paraître en 2005 est sorti au printemps 2006, accusant près d'un an de retard sur l'échéancier original. Quant au volume 36, no 2, « Économie sociale, santé et services sociaux » (Jean-Pierre Girard et Yvan Co-meau) qui était prévu pour le printemps 2005, sa parution n'aura été réalisée qu'en hiver 2006, également avec un an de retard. Le volume 37, no 1, « Innovation et économie sociale » (Guy Bellemare et Jacques L. Boucher) devrait être envoyé aux PUQ d'ici peu de temps, soit au printemps 2007. De plus, le volume 37(2) « Commerce équitable et économie sociale » (Corinne Gendron), présentement en processus d'évaluation auprès des pairs, est attendu pour l'automne 2007. Malgré ces malencontreux retards, la Revue tient à respecter ses engagements envers ses abonnés en livrant, fût-ce avec retard, les parutions qu'ils ont payées.

LES PROCHAINS NUMÉROS

Vol. 37, no 1 (2006) – Paraîtra printemps 2007

INNOVATION ET ÉCONOMIE SOCIALE – CRISES UQO

Responsable : Guy Bellemare et Jacques L. Boucher

Vol. 37, no 2 (2006) – Paraîtra au printemps 2007

COMMERCE ÉQUITABLE ET ÉCONOMIE SOCIALE

Responsable : Corinne Gendron

Vol. 38, no 1 (2007) - Automne 2007

L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Responsables : Guy Chiasson et Luc Bernier

Vol. 38, no 2 (2007)— Automne 2007

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES GÉNÉRATIONS

Responsables : Daniel Tremblay et Daniel Thomas

Vol. 39, no 1 (2008)— Printemps 2008

L'ÉCONOMIE SOCIALE, L'ÉCONOMIE PUBLIQUE ET LES AUTOCHTONES

Responsables : Lou Hammond Ketilson, Isobel Findlay et Thibault Martin

Vol. 39, no 2 (2008) – Automne 2008

L'ÉCONOMIE SOCIALE, LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, LES RAPPORTS ENTRE LES ACTEURS ET LA DÉMOCRATIE

Responsable : Paul Leduc-Brown et Nancy Thed

COMITÉS DE LA REVUE

Comité exécutif

Rédacteur : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais
Rédacteurs adjoints : Guy Chiasson et Paul Leduc Browne, Université du Québec en Outaouais
Directeur : Guy Bellemare, Université du Québec en Outaouais
Secrétaire à la rédaction : Véronique Martin, étudiante à la maîtrise en développement régional, Université du Québec en Outaouais
Directrice de la production : Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal
Responsable des comptes rendus : Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais
Responsable des traductions à l'espagnol : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine
Correspondant pour l'Europe : Laurent Fraise, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris
Correspondante pour l'Afrique du Nord : Rajaa Mejjati Alami

Comité de rédaction

Yao Assogba, Université du Québec en Outaouais
François Aubry, Université du Québec à Montréal
Marie J. Bouchard, Université du Québec à Montréal
Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais
Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke
Omer Chouinard, Université de Moncton
Brett Fairbain, Université de Saskatchewan
Louis Favreau, Université du Québec en Outaouais
André Leclerc, Université de Moncton
Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Marguerite Mendell, Université Concordia
Renaud Paquet, Université du Québec en Outaouais
Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal
Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières
Carol Saucier, Université du Québec à Rimouski
Daniel Tremblay, Université du Québec en Outaouais
Marie-France Turcotte, Université du Québec à Montréal
Martine Vézina, HEC Montréal

Conseil international de rédaction

Oscar O. Batisdas-Delgado, Universidad Central de Venezuela, Centro de estudios de la participación, la autogestión y el cooperativismo, Venezuela
Jacques Defourny, Université de Liège, Département d'économie, Belgique
Abdou Salam Fall, Université de Dakar, Sénégal
Laurent Fraise, CRIDA, Paris
Daniel Hiernaux-Nicolas, Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, Departamento de Teoría y Análisis, Mexique
Jean-Louis Laville, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris
David Laycock, Simon Fraser University, Colombie-Britannique, Canada
Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès, Maroc
Johannes Michelsen, University of South Jutland, Danemark
José Luis Monzón Campos, CIRIEC Espagne
Humberto Ortiz, Universidad San Marcos, Lima, Pérou
Charles Rock, Rollins College, Floride, États-Unis
Roger Spear, Open University, Co-operatives Research Unit, Milton Keynes, Grande-Bretagne

Rapport préparé par :

Jacques L. Boucher, rédacteur
Véronique Martin, secrétaire à la rédaction